

### Éclairage : les Institutions et les pratiques visant à préserver les régulateurs de toute influence indue

Les régulateurs assurent l'accès aux grands marchés et secteurs qui fournissent des services essentiels aux particuliers et aux entreprises. Ils effectuent un suivi de la qualité, facilitent la gestion des infrastructures et renforcent l'efficacité des marchés, à l'interface entre les pouvoirs publics, le secteur privé et les usagers. Tous les acteurs précités ont de bonnes raisons de chercher à influencer sur les politiques menées en matière de réglementation. La question fondamentale est de savoir comment contenir les tentatives d'influence indue afin de permettre aux régulateurs d'agir avec objectivité, impartialité et cohérence, sans conflits d'intérêts ni parti pris.

Les dispositifs de gouvernance formels ou de jure sont importants pour préserver les régulateurs de toute influence indue. Dans le cadre de la base de données de l'OCDE sur la réglementation des marchés de produits (RMP), on a recueilli des données sur l'indépendance des régulateurs au sein des secteurs de services aux collectivités. L'indicateur est fondé sur les structures formelles qui isolent le régulateur de toute influence indue, et montre notamment si le régulateur peut recevoir des instructions du pouvoir exécutif ; si son indépendance est proclamée dans un texte ; quels organes peuvent annuler ses décisions ; et comment ses agents sont recrutés et congédiés. Les scores s'échelonnent entre 0 (pour les structures de gouvernance les plus indépendantes) et 6 (pour les structures de gouvernance les moins indépendantes). Les données montrent que, bien que les régulateurs bénéficient, pour la plupart, d'une indépendance formelle, on constate un certain degré de variété dans leurs modalités d'organisation institutionnelle. Malgré l'indépendance formelle des régulateurs, il est courant que les pouvoirs publics exercent sur eux une « fonction de correction et de contrôle » et leur donnent des orientations et des instructions. C'est l'Agence fédérale des réseaux allemande (BNetzA) qui présente le plus haut degré d'indépendance, puisqu'elle ne reçoit d'instructions officielles qu'à titre exceptionnel, et puisque ses décisions ne peuvent être contestées que devant les tribunaux en dernière instance.

La traduction concrète des dispositifs formels peut avoir une forte incidence sur l'indépendance du régulateur. Les données relatives à ces pratiques concrètes ont été recueillies par le truchement d'une enquête abordant les aspects qui influent sur le comportement effectif des organismes de régulation. Il en ressort qu'il y a, au cours de l'existence d'un régulateur, un certain nombre de périodes charnières où une notion de proximité ou de dépendance peut entraver son aptitude à agir en toute indépendance. L'une de ces périodes charnières est le choix des candidats à des sièges au conseil d'administration ou à la présidence de l'organisme. Pour la plupart des régulateurs, c'est le pouvoir exécutif qui propose les candidatures au conseil d'administration. Cette proposition peut émaner du Conseil des ministres, du Premier ministre

ou de ministères sectoriels. Il n'y a que pour six régulateurs qu'il y ait un comité de sélection – pleinement indépendant ou composé à la fois de représentants des autorités et de membres indépendants – chargé de proposer les candidatures au conseil d'administration. Le processus de désignation paraît plus transparent. Pour neuf régulateurs, dont la Commission de régulation de l'énergie, en France, le candidat doit se prêter à une audition parlementaire et à un vote formel en commission parlementaire.

#### Méthodologie et définitions

Les données RMP sur l'indépendance des régulateurs dans six secteurs de services aux collectivités (électricité, gaz, télécommunications, infrastructures routières, aéroports et ports) ont été rassemblées en 2013 par le truchement d'un questionnaire comportant environ 300 questions sur les pratiques en matière de gestion de la réglementation. On trouvera un complément d'information sur la base de données RMP à l'adresse suivante : [www.oecd.org/eco/pmr](http://www.oecd.org/eco/pmr).

Les données relatives aux aspects concrets de l'indépendance des régulateurs ont été recueillies en 2015, par le truchement d'un questionnaire portant sur les dispositifs de facto existant en la matière. Les résultats sont ici présentés pour 44 régulateurs issus de 23 pays, dont 19 pays de l'OCDE (Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Espagne, Estonie, France, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie), 3 pays candidats à l'adhésion (Colombie, Fédération de Russie et Lituanie) et l'Afrique du Sud. Les secteurs de services aux collectivités couverts sont l'énergie (33 %), le transport (13 %), les télécommunications (15 %), l'eau (6 %) et les services de paiement (2 %).

#### Pour en savoir plus

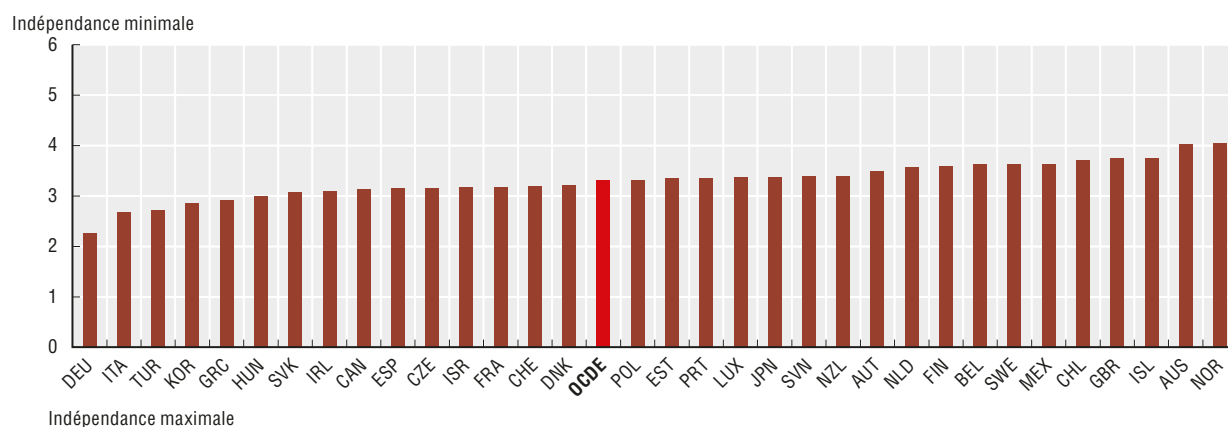
Koske, I., Naru F. et al. (2016), « Regulatory management practices in OECD countries », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1296, Éditions OCDE, Paris.

#### Notes relatives aux graphiques

Les notes relatives aux graphiques sont accessibles dans les Statslinks. Informations sur les données pour Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

## Éclairage : les Institutions et les pratiques visant à préserver les régulateurs de toute influence indue

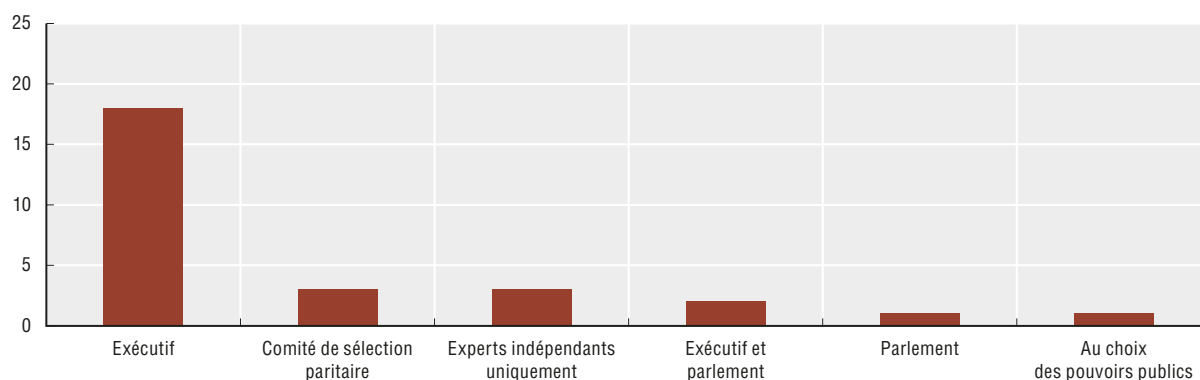
## 4.1. Indépendance des régulateurs au sein de six secteurs de services aux collectivités (2013)



Source : Base de données de l'OCDE (2013) sur la réglementation des marchés de produits, [www.oecd.org/eco/pmr](http://www.oecd.org/eco/pmr).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933538470>

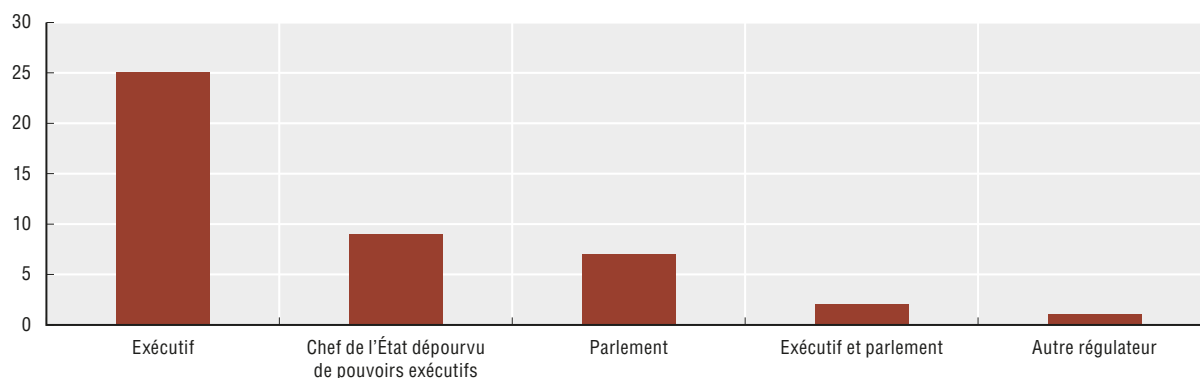
## 4.2. Autorité chargée de proposer les candidatures pour les membres du conseil d'administration/le dirigeant du régulateur (2015)



Source : Enquête de l'OCDE (2015) sur l'indépendance des régulateurs économiques

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933538489>

## 4.3. Autorité chargée de désigner les membres du conseil d'administration/le dirigeant du régulateur (2015)



Source : Enquête de l'OCDE (2015) sur l'indépendance des régulateurs économiques

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933538508>



Extrait de :

## Government at a Glance 2017

Accéder à cette publication :

[https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2017-en](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en)

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Éclairage : les Institutions et les pratiques visant à préserver les régulateurs de toute influence indue », dans *Government at a Glance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2017-36-fr](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-36-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).